

Jordan Peterson et la bataille pour la liberté d'expression en 2023

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Alors que 2022 disparaît dans le rétroviseur, nous qui sommes attachés à une vision du monde biblique et à des politiques favorables à la vie, à la famille et à la liberté ne sommes que trop conscients que notre capacité à parler avec audace de ces questions - à avoir des discussions ouvertes et franches à leur sujet - a été . . . et demeure. . . attaqué. En 2022, le gouvernement libéral, soutenu par ses collègues néo-démocrates, a adopté le projet de loi C-11 à la Chambre, une loi qui devrait être utilisée par le gouvernement pour restreindre la liberté d'expression sur une variété de sujets.¹ C-11 a passé la 2e lecture au Sénat et devrait être adopté en 2023.

En plus du contrôle direct de la couverture médiatique par une réglementation spécifique du contenu, l'impact du financement par les contribuables de CBC (1,2 milliard de dollars par an)² et d'autres médias grand public³ sur l'indépendance des journalistes et des rédacteurs ne peut être surestimé. « Celui qui paie le joueur de flûte donne le ton. » Bien sûr, ce ne sont pas les contribuables eux-mêmes, mais le gouvernement du jour, celui qui distribue l'argent, qui détermine quels médias méritent d'être soutenus. En cette journée de concurrence brutale pour les revenus d'exploitation, il va sans dire que les rédacteurs en chef, les éditeurs, les producteurs et les membres du conseil des médias se sentent obligés de prendre des décisions politiquement correctes concernant le contenu des médias afin de plaire aux détenteurs de la bourse.

Ajoutez à cela le biais qui semble s'étendre à la plupart des principales plateformes de médias sociaux. Google, Facebook, Twitter, YouTube⁴ et bien d'autres sont devenus bien plus que de simples lieux d'échange d'idées. Le « bannissement d'un réseau » ou la suppression de comptes, l'utilisation du « bannissement furtif » et l'ajustement d'algorithmes pour contrôler artificiellement le flux de certaines informations sont à l'œuvre depuis des années mais sont devenus indéniablement évidents en 2022. Elon Musk – malgré son personnage public controversé – a rendu un service précieux en révélant les types de communications internes⁵ qui ont conduit à la suppression des comptes de pensée conservatrice sur Twitter. Il est maintenant clair que certaines de ces décisions ont été prises sous la pression des représentants du gouvernement. Lorsque les agences gouvernementales sont autorisées à dicter qui peut exprimer publiquement des faits et des opinions, nous avons des raisons de craindre la croissance cancéreuse d'un État despotique. C'est une chose pour les politiciens d'utiliser ces plateformes pour promouvoir leurs idées. C'est tout autre chose quand le parti au pouvoir peut empêcher les autres de présenter les leurs.

Maintenant, au début de 2023, nous arrivons à Jordan Peterson, le professeur, psychologue et philosophe populaire et franc. Le Collège des psychologues de l'Ontario (CPO) menace maintenant de révoquer sa licence, invoquant une conduite qu'ils considèrent comme « non professionnelle, » une grande partie de leur attention étant sur les commentaires qu'il a faits sur Twitter. Certains de ces commentaires étaient de nature politique et critiquaient le Premier Ministre Justin Trudeau.⁶ Lorsqu'un

citoyen canadien est menacé parce qu'il s'oppose à la politique du gouvernement, nous avons des ennuis. Jordan Peterson n'est pas connu pour sa diplomatie obséquieuse. Ses commentaires peuvent être tranchants. Cependant, pour la majorité de ses 3,6 millions d'abonnés sur Twitter, ses conseils de bon sens et ses évaluations pratiques des réalités politiques ont une valeur inestimable. Sa capacité à fonctionner indépendamment de la bénédiction du CPO va sans aucun doute. Il ne prévoit pas de perdre beaucoup de temps sur leurs demandes, qui incluent une sorte de « formation de sensibilité » avec un expert des médias sociaux de leur choix. Au lieu de cela, il va directement au tribunal.

Le Dr Peterson n'est pas nouveau dans ces jeux. En 2016, il a pris position contre la parole forcée, en particulier en ce qui concerne les pronoms « non genrés. »⁷ Il a remporté ce débat avec l'Université de Toronto et a ainsi acquis une renommée internationale. Il n'a pas pris l'habitude de se plier à l'idéologie progressiste et il est peu probable qu'il commence maintenant. Nous qui apprécions la liberté d'expression lui devons une dette de gratitude pour sa défense audacieuse de la liberté d'expression. Sans elle, nous ne pouvons pas défendre le droit à la vie, au mariage, aux droits parentaux ou à la souveraineté personnelle.

Le Parti de l'Héritage Chrétien défend la liberté d'expression depuis sa création. Le besoin de cette défense et les menaces posées par le politiquement correct et le discours forcé (ou le silence forcé) n'ont jamais été aussi grands au Canada. Nous vous invitons à rester avec nous en nous rejoignant.⁸ Si nous perdons notre voix, qui parlera pour les sans voix et vulnérables?

Notes de bas de page

¹ reclaimthenet.org/canada-censorship-bill-c-11-censorship-law-explained/

² www.taxpayer.com/campaigns/why-we-should-defund-the-cbc

³ www.lifesitenews.com/news/canadian-taxpayer-group-demands-trudeau-halt-billions-in-funding-to-state-run-broadcaster-cbc/

⁴ pjmedia.com/columns/paula-bolyard/2021/02/03/want-to-know-what-conservative-media-is-up-against-check-out-this-chilling-new-report-on-social-media-bias-n1422313

⁵ www.theblaze.com/news/musk-twitter-hunter-laptop-story

⁶ torontosun.com/news/provincial/read-the-tweets-that-got-jordan-peterson-investigated-by-college-of-psychologists

⁷ www.bbc.com/news/world-us-canada-37875695

⁸ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous